

**DREAL-UD69-AJ
DDPP-SPE-AC**

**ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2025-176
portant abrogation de l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2024-46 du 11 mars 2024,
rendant redevable d'une astreinte journalière
la société BENTA LYON
située 29 avenue du Général de Gaulle à SAINT-GENIS-LAVAL**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son article L.171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 janvier 2013 régissant le fonctionnement des activités de la société FAMAR LYON devenue BENTA LYON dans son établissement situé ZI Les Basses Barolles, 29 avenue du Général de Gaulle à SAINT-GENIS-LAVAL ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2022-51 du 8 mars 2022 mettant en demeure la société FAMAR devenue BENTA LYON de respecter les dispositions de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2013 en réalisant avant le mois de mars 2023 les travaux nécessaires à la requalification trentenaire requise par le référentiel en vigueur pour le système d'extinction automatique ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2024-46 du 11 mars 2024, rendant redevable la société BENTA LYON, pour son établissement situé ZI Les Basses Barolles, 29 avenue du Général de Gaulle à SAINT-GENIS-LAVAL, d'une astreinte journalière de cinq cents euros (500 €) pour le non-respect de la mise en demeure citée supra ;

VU le rapport du 13 août 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, service chargé de l'inspection des installations classées, proposant l'abrogation de l'astreinte du 11 mars 2024 ;

CONSIDÉRANT les éléments transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées et les constats effectués par celle-ci ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a justifié du respect des prescriptions susvisées de l'arrêté de mise en demeure du 8 mars 2022 ;

CONSIDÉRANT qu'il convient dès lors d'abroger l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2024-46 du 11 mars 2024 rendant redevable la société BENTA LYON, pour son établissement situé ZI Les Basses Barolles, 29 avenue du Général de Gaulle à SAINT-GENIS-LAVAL, d'une astreinte journalière de cinq cents euros (500 €) pour le non-respect de la mise en demeure citée supra ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale du Rhône de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : Objet

L'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2024-46 du 11 mars 2024, rendant redevable d'une astreinte journalière, d'un montant de cinq cent euros (500 €), la société BENTA LYON, pour son établissement situé ZI Les Basses Barolles, 29 avenue du Général de Gaulle à SAINT-GENIS-LAVAL, est abrogé.

ARTICLE 2 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Lyon.

ARTICLE 3 : Exécution

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de Saint-Genis-Laval.